

Brochure n° 3244

Convention collective nationale
IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 129 DU 17 AVRIL 2018

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *ASET1850696M*
IDCC : 1505

Entre :

Saveurs commerce ;

FECP ;

FNSCMF ;

CCP,

D'une part, et

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC ;

FS CFDT ;

CGT CDS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche de convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers se sont réunis en vue d'adapter le régime collectif et obligatoire de prévoyance au niveau national au regard de la réglementation concernant la définition des catégories bénéficiaires et dans la perspective de l'équilibre technique du régime.

À l'issue de ces travaux, les partenaires sociaux de la branche de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers ont décidé d'adapter le régime collectif et obligatoire de prévoyance à compter du 1^{er} juillet 2018 en augmentant notamment les cotisations du personnel « non cadre » par un retour au taux contractuel en raison d'une dérive de la garantie arrêt de travail.

En conséquence de quoi, il a été conclu le présent avenant qui modifie les dispositions du chapitre VIII « Prévoyance » de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers.

Compte tenu de la nature de l'avenant, il n'y a pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 8.1.2 « Bénéficiaires du régime » du chapitre VIII de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le présent régime s'applique aux salariés suivants des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers du 15 avril 1988 :

- aux salariés relevant de l'article 4 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 (CCN AGIRC) ci-après désignés dans le présent chapitre "salariés cadres" ;
- ainsi qu'aux salariés ne relevant pas de l'article 4 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 (CCN AGIRC) ci-après désignés dans le présent chapitre "salariés non cadres" ».

Article 2

Les dispositions de l'article 8.4.1 « Salariés non cadres » du chapitre VIII de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.4.1

Salariés non cadres

Les taux des cotisations sur les salaires bruts (tranches A et B) sont définis et répartis comme suit :

(En pourcentage.)

GARANTIE	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Décès/IAD	0,15	–
Longue maladie	–	0,10
Invalidité	0,04	0,02
Rente éducation	0,01	0,06
Rente handicap	0,01	–
Sous total 1	0,21	0,18
Mensualisation	0,45	–
Sous total 2	0,66	0,18
Indemnité de départ à la retraite	0,04	
Fonds de péréquation (dont FAPS)	0,10 dont 0,08 pour le FAPS	
Paritarisme	0,15	
Total	0,95	0,18

Article 3

Les dispositions de l'article 8.4.2 « Salariés cadres » du chapitre VIII de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers sont remplacées par les dispositions suivantes.

« Article 8.4.2

Salariés cadres

Les taux des cotisations sur les salaires bruts (tranches A et B) sont définis et répartis comme suit :

(En pourcentage.)

GARANTIE	PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ	
	Tranche A	Tranche B	Tranche A	Tranche B
Décès/IAD	0,79	–	–	0,53
Longue maladie	0,11	–	–	0,04
Invalidité	0,16	–	–	0,06
Rente éducation	0,08	–	–	0,02
Rente handicap	0,01	–	–	–
Sous total 1	1,15	–	–	0,65
Mensualisation	0,35	0,35	–	–
Sous total 2	1,50	–	–	0,65
Indemnité de départ à la retraite	0,04	0,04	–	–
Fonds de péréquation (dont FAPS)	0,10 dont 0,08 pour FAPS	0,10 dont 0,08 pour FAPS	–	–
Paritarisme	0,15	0,15	–	–
Total	1,79	0,64	–	0,65

Article 4

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2018. Il sera déposé aux services du ministère en vue de son extension.

Fait à Paris, le 17 avril 2018.

(Suivent les signatures.)